

Réponse de COLT Télécommunications France (COLT) à la consultation publique de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes sur l'analyse des marchés de gros de la téléphonie fixe

1 Introduction

COLT remercie l'Autorité de lui avoir donné l'occasion de s'exprimer à l'occasion de la consultation sur l'analyse des marchés de gros de la téléphonie fixe.

COLT pense que l'approche de l'Autorité accorde trop d'importance à la prévisibilité, alors que les dernières évolutions des comptes réglementaires séparés de France Télécom montre que les prévisions ne sont pas fiables. COLT préfère un recalage plus fréquent des tarifs de la terminaison d'appel de France Télécom, fondé sur des comptes réglementaires séparés publiés trimestriellement, à un scénario écrit d'avance pour les trois ans à venir.

En ce qui concerne les inducteurs de coût, COLT pense que l'Autorité a tort de négliger l'impact de la qualité de service. L'Autorité devrait laisser la porte ouverte à une contestation des tarifs en cas de mauvaise qualité avérée de la terminaison d'appel.

La vitesse de convergence du niveau de la terminaison d'appel des alternatifs vers le niveau de celle de France Télécom ne saurait, selon COLT, avoir lieu dans un délai plus rapide que celui accordé aux opérateurs mobiles pour aligner sur leurs coûts le niveau de leur terminaison d'appel.

2 Question 1: Quelles remarques pouvez-vous faire sur la partie Analyse Economique et Contrôle Tarifaire?

2.1 Le besoin réel de prévisibilité

L'Autorité estime que :

- L'imprévisibilité des tarifs de TA est néfaste ;
- La prévisibilité est nécessaire pour faire les investissements dans la voix sur IP ;
- Le poids des TA des alternatifs élève l'exigence de prévisibilité sur ces TA.

2.2 Le degré réel de nécessité de faire converger le niveau des TA

Il est opportun qu'un plafond soit défini, mais ce plafond peut être challengé, en particulier en cas de dégradation de la qualité sonore ou du taux de succès des tentatives d'appel.

2.3 Sur les modalités du contrôle tarifaire

COLT souhaite commenter trois points principaux dans les conclusions de l'Autorité sur les modalités du contrôle tarifaire :

- Les références de coûts que l'Autorité retient sont celles d'un opérateur efficace et non les coûts propres de l'opérateur.

- La tarification de la TA ne doit pas subir de manière significative les éventuelles externalités négatives qu'induirait un opérateur par son changement de technologie.
- l'Autorité n'estime pas pertinent de différencier les niveaux de TA selon le niveau de qualité fourni : il n'existe pas aujourd'hui de différenciation de ce type pour les terminaisons d'appel.

COLT est d'accord avec le principe de retenir les coûts de l'opérateur efficace, à la condition que l'efficacité prenne en compte une mesure quantifiée de la qualité sonore, ainsi que le taux de succès des tentatives d'appel.

COLT demande que l'Autorité explicite ce qu'elle entend par les : « externalités négatives qu'induirait un opérateur par son changement de technologie ». En effet, si un opérateur remplace un réseau TDM d'une qualité sonore élevée et constante par un réseau de voix sur IP dont la qualité sonore est impactée négativement par les autres usages (notamment télévisuels) que ses clients font de l'accès triple play, il y a effectivement « externalité négatives induite par le changement de technologie ». COLT ne voit pas pourquoi il paierait un service de moindre qualité au prix du service de qualité plus élevé qu'il payait précédemment. Mais COLT ne considère pas pour autant que ce service dégradé doive être considéré comme l'offre d'un opérateur efficace.

Sur la différenciation des niveaux tarifaires de TA en fonction de la qualité, le raisonnement de l'ARCEP est un raisonnement circulaire. Aujourd'hui les TA régulées ne font pas appel à ce niveau de différenciation, donc il faut continuer. C'est ignorer que les TA actuelles ont été fixées à un moment où la voix sur IP n'était pas la référence, et c'est donc vouloir ignorer délibérément un fait nouveau de l'analyse. En effet, quand une TA n'est pas régulée, c'est le cas des TA internationales lointaines achetées au départ du territoire national (techniquement ce sont donc des TA complétées par un transit), les prix varient sur le marché libre en fonction de la qualité. L'Autorité pourrait donc définir un plafond de TA régulée, en précisant que ce plafond vaut pour une qualité équivalente à celle d'un réseau TDM correctement dimensionné et qu'il est légitime de demander à payer moins quand la qualité est dégradée.

3 Questions sur les éléments permettant d'apprécier les coûts d'un opérateur efficace

COLT regrette que le modèle ainsi décrit ne soit pas soumis à consultation publique. Traditionnellement, les modèles CMILT sont très fouillés au niveau *capex* et très frustes au nouveau *opex*. A un moment où la qualité de service pose des problèmes opérationnels nouveaux et reçoit des réponses nouvelles de la part des opérateurs en matière de niveau de qualité choisi, il est dommage que l'Autorité ne soit pas plus explicite dans la description de ses références sur ce point.

4 Question sur l'encadrement tarifaire pluriannuel de la terminaison d'appel de France Télécom : quelles propositions pouvez-vous formuler sur l'encadrement des tarifs de France Télécom ? Sur la TA ?

Compte tenu de la publication tardive des comptes réglementaires séparés de France Télécom et des surprises réservées par le niveau des marges réalisées en 2006 par France Télécom sur ces marchés, le principe d'une fixation dès le départ pour trois ans des tarifs de terminaison d'appel de France Télécom paraît hasardeux. COLT invite l'Autorité à travailler avec France

Télécom à trimestrialiser la publication des comptes réglementaires séparés pour détecter plus vite les corrections à apporter aux prix de l'offre de référence.

5 Questions sur le contrôle tarifaire des terminaisons d'appel des opérateurs alternatifs

5.1 *Quelles propositions pouvez-vous formuler sur le contrôle pluriannuel des tarifs de terminaison d'appel des opérateurs alternatifs ?*

L'Autorité devrait tenir compte dans la fixation de son *glide path* de la très grande mansuétude dont elle a fait part à l'égard :

- de France Télécom en laissant inchangés les tarifs de sa terminaison d'appel du 1^{er} janvier 2004 au 1^{er} janvier 2008.
- des opérateurs mobiles dont deux d'entre eux sont soumis à une obligation d'orientation vers les coûts depuis 1999, et dont les tarifs ne sont toujours pas orientés vers les coûts.

Il serait, selon COLT, inconcevable que les opérateurs alternatifs se voient imposer une convergence du niveau de leur terminaison d'appel vers celle de France Télécom qui soit plus rapide que celles dont ont bénéficié les opérateurs mobiles.

5.2 *Quels autres éléments l'Autorité devrait-elle prendre en compte pour définir la forme et le rythme de convergence des TA des opérateurs alternatifs vers la TA d'un opérateur efficace ?*

Les éléments rappelés au paragraphe précédent justifient un retard équivalent dans l'application de la convergence entre les niveaux de TA de France Télécom et des alternatifs, qui pourrait ainsi s'étaler sur une durée minimale composée de quatre ans de gel, suivi d'un *glide path*, de façon que la durée totale du processus soit comparable à celle dont auront in fine bénéficié les opérateurs mobiles.

6 Questions sur la régulation des prestations de terminaison et de départ d'appel

6.1 *Estimez-vous pertinent, à terme, de distinguer la tarification du départ d'appel et de la terminaison d'appel ? Si oui, cette distinction doit-elle être mise en oeuvre dès le deuxième cycle d'analyse des marchés ?*

COLT ne voit aucune raison de différencier les tarifs de départ d'appel de ceux de terminaison d'appel.

6.2 *Quelles autres remarques pouvez-vous formuler sur les évolutions prospectives de la régulation de l'interconnexion ?*

L'Autorité devrait définir un plafond, tout en laissant les opérateurs le négocier à la baisse si la qualité n'est pas au rendez-vous.

7 *L'encadrement tarifaire pluriannuel d'un opérateur efficace de référence doit-il être spécifié comme une contrainte sur un prix moyen prenant en compte l'ensemble des composantes tarifaires de la terminaison d'appel ou doit-on envisager des restrictions directes sur tout ou partie des composantes tarifaires ?*

7.1 *S'agissant de France Télécom ?*

COLT ne demande pas de changement de la structure tarifaire de la terminaison d'appel de France Télécom.

7.2 *S'agissant des opérateurs alternatifs ?*

COLT pratique, de façon réciproque avec les principaux opérateurs alternatifs, une terminaison d'appel par commutateur, assortie d'un transit non facturé au cas où le flux en transit vers un autre commutateur ne dépasse pas un ou deux E1.

COLT ne demande pas de changement de la structure tarifaire des offres des opérateurs alternatifs.
